



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 26/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERE DE SAINT-DENIS

La Ragainerie
72350 Saint-Denis-d'Orques

Références : 2024-186-INSP-RAP-NG-CARRIERE-ST-DENIS-Saint-Denis-d'orques
Code AIOT : 0006300926

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement CARRIERE DE SAINT-DENIS implanté La Ragainière 72350 Saint-Denis-d'Orques. L'inspection a été annoncée le 24/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE DE SAINT-DENIS
- La Ragainière 72350 Saint-Denis-d'Orques
- Code AIOT : 0006300926
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Saint-Denis est une carrière à ciel ouvert de grès d'une production moyenne annuelle de 800 000 tonnes.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi des installations	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article	/	Demande d'action corrective	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		17			
2	Suite visite 20/04/2023 - Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	30 jours
5	Suite inspection 20/04/23 - Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 31/08/2008, article 3.5.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
6	Suivi des installations - Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 31/10/2008, article 3.2.2.3	/	Demande d'action corrective	3 mois
7	Conception /exploitation des installations internes de transit des déchets	Arrêté Préfectoral du 31/10/2008, article 3.4.3	/	Demande d'action corrective	30 jours
8	Prévention des pollutions accidentels	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	/	Demande d'action corrective	30 jours
9	Prévention des pollutions accidentels	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1-II	/	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Suite visite 20/04/2023 - Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet
4	Gestion et suivi des zones de stockage - Gestion et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Susceptible de suites	Sans objet
10	Soumission l'arrêté ministériel sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les surveillances environnementales de la carrière (bruit, poussières, eaux) sont à suivre de façon

plus rigoureuse pour respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ainsi que celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 octobre 2008.

La tenue du site d'exploitation et notamment l'atelier de maintenance des engins ainsi que la zone de maintenance et d'approvisionnement des engins est à tenir en bon état. Les déchets doivent être triés, entreposés et éliminés de manière à éviter tous risques de pollution de l'environnement. Les produits dangereux doivent être stockés de manière à prévenir tous risques de pollution du milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Tenue et suivi du site
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.
Constats : Lors de l'inspection, des anomalies de suivis des poussières et bruits dans l'environnement sont de nouveau constatées. L'état de l'atelier d'entretien des engins et ses abords laissent apparaître un défaut d'entretien et de suivi des produits et déchets présents sur le site. Ces points sont détaillés dans les points de contrôles présentés dans la suite du présent rapport. L'exploitant indique un renouvellement récent de personnel sur le site. Il s'est engagé, en séance, à mettre en œuvre des actions correctives dès cet été et à en rendre compte à l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Transmettre régulièrement à l'inspection un état d'avancement des actions correctives prises en ce qui concerne la gestion des déchets, des stockages de produits dangereux, de l'eau, des bruits et poussières. Il est rappelé à l'exploitant qu'il s'expose à des poursuites administratives et/ou pénales si aucune action corrective n'est initiée dans les délais impartis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Suite visite 20/04/2023 - Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, plan de surveillance des émissions de poussières

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet
- date d'échéance qui a été retenue : Sans objet

Prescription contrôlée :**Article 19.6**

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Article 19.7

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Constats :

Lors de la visite conduite le 20 avril 2023, il avait été constaté que la surveillance des émissions de poussières est réalisée selon le plan de surveillance établi en 2019.

Il avait été noté que des habitations riveraines évaluées sensibles par rapport aux vents dominants dans un rayon inférieur à 1 000 mètres du périmètre de la carrière sont identifiées au niveau des lieux-dits Montmartin, Chatigné Les Pins et Bresteau.

Ces habitations ne sont pas intégrées dans les campagnes de surveillance des émissions atmosphériques dans l'environnement.

Elles devraient faire l'objet d'une surveillance avec des jauges dites de type b auxquelles s'appliquent la valeur seuil de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante.

Aussi, il avait été constaté que la station témoin (jauge de type a) placée au Nord-Est de la carrière

au niveau du lieu-dit "La Croyère" est sous les vents dominants. Il avait été demandé de réévaluer l'emplacement de la station témoin en un point non impacté par l'activité de la carrière.

En séance, l'exploitant indique ne pas avoir fait évoluer son plan de surveillance des émissions de poussières depuis la dernière visite. Aucune habitation riveraine n'est surveillée. La station témoin est toujours au même emplacement.

En outre, le bilan annuel présenté montre que la surveillance opérée en limite de site (jauge de type c) fait apparaître des valeurs supérieures à 500 mg/m²/jour en 2023 et au 1er trimestre 2024 pour la jauge 6 sous les vents d'orientation majoritairement ouest/sud-ouest.

Des travaux d'abattage de poussière via l'installation de systèmes d'aspersion sur les installations secondaires et tertiaires ont été réalisés en 2023.

La Jauge 1 (type c) montre également des valeurs supérieures à 500 mg/m²/jour au 3^e trimestre 2023 et au 1^{er} trimestre 2024. En périphérie de site, la valeur seuil de 500 mg/m²/jour (moyenne annuelle glissante) ne s'applique pas.

En séance, l'exploitant s'est engagé à mettre en place une surveillance des émissions de poussières dans l'environnement au niveau des habitations identifiées les plus sensibles (lieux-dits : Montmartin, Chatigné Les Pins et Breteau lors de la prochaine campagne de surveillance via des jauges dites de type b.

D'après l'exploitant, la prochaine campagne de surveillance doit avoir lieu en septembre prochain.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Transmettre le plan de surveillance qui sera appliqué pour la prochaine campagne de surveillance.
- Placer la station témoin à un emplacement non impacté par les activités de la carrière.
- Transmettre le devis signé précisant les points de surveillance concernant la surveillance des émissions de poussières dans l'environnement prévue en septembre prochain.
- Transmettre le plan de surveillance mis à jour.
- Fournir à l'inspection des installations classées, dès qu'ils seront disponibles, les comptes-rendus des campagnes de surveillance du second et 3^e trimestre 2024.
- Proposer, le cas échéant, les actions correctives permettant le respect des articles 19.6 et 19.7 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Suite visite 20/04/2023 - Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du PGD - cartographie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet
- date d'échéance qui a été retenue : Sans objet

Prescription contrôlée :

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;

-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection conduite en 2022, il avait été demandé à l'exploitant de préciser les modalités de traitement et d'élimination de la terre végétale de la carrière.</p> <p>L'exploitant avait apporté les éléments de réponse lors de la visite de 2023 en indiquant que les terres végétales sont reprise dans le cadre de l'insertion paysagère du site.</p> <p>Les plans présentés et transmis à l'inspection localisaient les zones de stockages des déchets de l'exploitation (terres végétale, stériles de production, déchets d'extraction) sans les différencier.</p> <p>Il avait été demandé de légender le plan de stockage du plan de gestion des déchets pour identifier clairement les déchets stockés et le type de déchet concerné.</p> <p>En séance, le plan de stockage des déchets à jour a été montré à l'exploitant. Les lieux et type de déchets sont précisés sur celui-ci.</p> <p>Ce point n'appelle plus d'observation de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion et suivi des zones de stockage - Gestion et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et suivi des zones de stockage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet • date d'échéance qui a été retenue : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 20/04/2023, il avait été demandé à l'exploitant de formaliser une procédure afin de sécuriser les opérations de déstockage de la digue de confinement des fines de lavage (0/20 et de 0/31,5). Ces stocks de 0/20 et 0/31,5 ont été écrêtés en 2021 pour respecter la côte topographique et stabiliser ces stocks.</p> <p>Par courrier du 9 octobre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection la procédure écrite en place. L'élimination des stocks est progressive via la valorisation des déchets (mélange avec des matériaux nobles pour une destination de sous-couche routière).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suite inspection 20/04/23 - Émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2008, article 3.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé :

<ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet • date d'échéance qui a été retenue : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser à ses frais une première mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences dans un délai de 6 mois à compter de la mise en service de la nouvelle installation de traitement des matériaux prévue dans le cadre de cet arrêté puis cette mesure est renouvelée à des périodes n'excédant pas 3 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 20/04/2023, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre les résultats de l'étude acoustique qui devait être réalisée en 2023 du fait de dépassements d'émergences réglementées constatés lors du contrôle réalisé le 20 et 21 juillet 2022 au niveau des points de contrôles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PF3 - Le Coudray = 5.5 dB(A) ; - PF6 - La Brochardière = 6.5 dB(A) ; - PF7 - Les Pins = 9 dB(A) de nuit. <p>L'exploitant avait expliqué ces dépassements par l'augmentation du trafic routier entre 5h et 7h le matin (proximité de l'autoroute). L'exploitant avait indiqué par courrier du 9 octobre 2023 que l'étude acoustique serait budgétée en 2024. Lors de l'inspection, l'exploitant indique que l'étude acoustique sera réalisée les 18 et 19 juillet 2024. Le devis est signé avec le bureau d'étude ACOUSTEX. Le bureau d'étude avait préconisé la réalisation d'une étude sur 2 jours comprenant des mesures en 5h et 7 h le matin pour prendre en compte le trafic routier. Aussi, les installations sont à l'arrêt les vendredi, l'étude permettra ainsi de connaître et réévaluer les émergences initiales sans l'impact des activités de la carrière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transmettre, dès qu'il sera disponible le compte-rendu de l'étude acoustique accompagnée des préconisations des travaux à réaliser pour atteindre un niveau de conformité des émergences réglementée. - Il est rappelé qu'en cas d'anomalie constatée, des actions correctives doivent être mise en place et une nouvelle campagne de mesure est à réaliser.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Suivi des installations - Rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2008, article 3.2.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux rejetées dans le milieu naturel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>2) Le point de rejet des eaux est localisé sur la partie aval du tracé dévié du cours d'eau nommé « le Treulon » au point kilométrique 982. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p>

PARAMETRES	CARACTÉRISTIQUES	FLUX	NORME
pH	5,5 < pH < 8,5		
Température	< 30°C		
Matières en suspension totales (MEST)	< 30 mg/l	0,40 kg/h	NF T 90 105
Demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté	< 30 mg/l	0,40 kg/h	NF T 90 101
Hydrocarbures	< 10 mg/l		NF T 80 114
modification de couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange	< 100 mg Pt		NF T 90-034
Débit moyen (sur 24 heures) du rejet	≤ 30 m3 par heure		

Les valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

3) L'émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement d'échantillons implantés de manière représentative vis à vis de l'écoulement et aisément accessibles.

Constats :

Les eaux d'exhaures pompées en fond de fouille transitent par les bassins de décantation pour rejoindre le point de rejet final vers le milieu naturel, le ruisseau le Treulon.

Le point de rejet est canalisé. Il est muni d'un compteur permettant de totaliser le volume des eaux rejetées.

Le point de rejet est situé à plus d'un mètre au-dessus du ruisseau. Le débit constaté lors de la visite paraît important. Aucun dispositif n'est en place pour mesurer le débit des eaux rejetées. La surveillance des rejets aqueux se fait au moyen d'une perche en instantané.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Rendre possible le prélèvement d'échantillons proportionnellement au débit sur 24 heures.
- Équiper l'émissaire d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement d'échantillons implantés de manière représentative vis-à-vis de l'écoulement.
- Rendre le point de contrôle des rejets aisément accessible conformément à l'article 3.2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2008.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Conception /exploitation des installations internes de transit des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2008, article 3.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets

Prescription contrôlée :

<p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des déchets (anciens fûts contenant des produits dangereux) sont présent aux abords de l'atelier d'entretien des engins. Les fûts sont hors rétentions. Ils ne sont pas abrités des intempéries. Une zone de friche est constatée à proximité de l'atelier d'entretien des engins. Divers déchets de bois, métaux sont envahis par la végétation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - S'assurer de l'élimination des déchets de façon régulière ; - S'assurer que le transit de déchets s'effectue dans de bonnes conditions sans provoquer de risques de pollution des milieux ; - Procéder à l'élimination des déchets et transmettre à l'inspection les éléments de suivis de ceux-ci disponibles via trackdéchets.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 8 : Prévention des pollutions accidentels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Aire de ravitaillement des engins</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'aire de ravitaillement des engins est situé sur une aire étanche entourée d'un caniveau qui dirige les eaux vers le déshuileur.</p> <p>Au cours de l'inspection, le caniveau est obstrué par endroits.</p> <p>Le déshuileur est difficilement accessible (zone envahie de végétation). La trappe d'accès au déshuileur n'est pas verrouillée. Il montre un manque d'entretien bien que l'exploitant indique qu'il a été entretenu en mai 2024 (BSD transmis après la visite d'inspection par courriel du 15 juillet 2024).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à l'entretien de la zone étanche de ravitaillement et d'entretien des engins. - Maintenir en bon état et fonctionnels les caniveaux. - Contrôler et démontrer le bon fonctionnement du déshuileur.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Prévention des pollutions accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1-II
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p>
Constats : <p>Aux abords de l'atelier d'entretien des engins sont stockés, hors rétention à l'extérieur, des cuves et fûts de produits et déchets dangereux. Dans l'atelier, des réservoirs de produits sont stockés sur rétention. Les rétentions sont pleines. Des fûts et cuves de produits sont stockés hors rétention dans l'atelier. Un risque de pollution du milieu naturel est existant.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> - S'assurer des bonnes conditions de stockage des produits et déchets dangereux conformément à l'article 18.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ; - Réaliser un entretien des cuves de rétention ; - Éliminer les déchets dans les filières ad-hocs ; - Transmettre dès que possibles les données de trackdéchets relatives à l'élimination de ces déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 10 : Soumission l'arrêté ministériel sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse -Estimation des volumes
Prescription contrôlée : <p>I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. II. - Au sens du présent arrêté, on entend par : - prélèvement d'eau : les prélèvements, en mètres cubes par jour, effectués dans le réseau d'adduction (eau potable), éventuellement dans d'autres réseaux et dans le milieu naturel (eaux superficielles ou eaux souterraines), à l'exclusion des prélèvements en milieu marin, de la récupération d'eau de pluie en vue de sa réutilisation selon les dispositions de l'arrêté du 21 août 2008 susvisé et de l'eau issue des matières premières ;</p>

Constats :

L'exploitant a réalisé une estimation du volume d'eau prélevé. En 2023, le prélèvement net est estimé à 21 246 m³ (hors eaux réutilisés pour le fonctionnement des installations de la carrière en circuit fermé) pour un volume total de 266 740 m³.

L'exploitant indique qu'il s'agit d'une estimation du fait que le compteur n'est pas adapté pour cette mesure. Il indique qu'il sera nécessaire de mettre en place des pompes avec des compteurs à chaque point de prélèvement/ traitement/ rejet des eaux (7 compteurs sont prévus sur le site).

L'exploitant n'est pas convaincu de la véracité de l'évaluation du volume d'eau prélevé en l'état.

Selon ses estimations, il serait soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. Les données réelles ne pourront être validées que lorsque les compteurs seront installés sur le site.

Le classement du site au titre des rubriques IOTA ainsi que les estimations relatives à la gestion quantitative de l'eau sont intégrés au dossier de demande d'autorisation en cours d'instruction.

L'exploitant est bien soumis à l'AM sécheresse.

Type de suites proposées : Sans suite